



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 7 septembre 2006

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Permis de bâtir, juillet 2006

2

En juillet, la valeur des permis de bâtir délivrés par les municipalités a diminué, les intentions de construction de bâtiments industriels ayant perdu du terrain par rapport au niveau très élevé enregistré en juin. Les constructeurs ont pris pour une valeur de 5,3 milliards de dollars de permis, en baisse de 2,3 % par rapport à juin.

Dépenses de l'administration fédérale au chapitre des activités scientifiques et technologiques, 2006-2007

7

Transporteurs routiers de marchandises pour compte d'autrui, principaux transporteurs, deuxième trimestre de 2006

7

Nouveaux produits

9



Communiqués

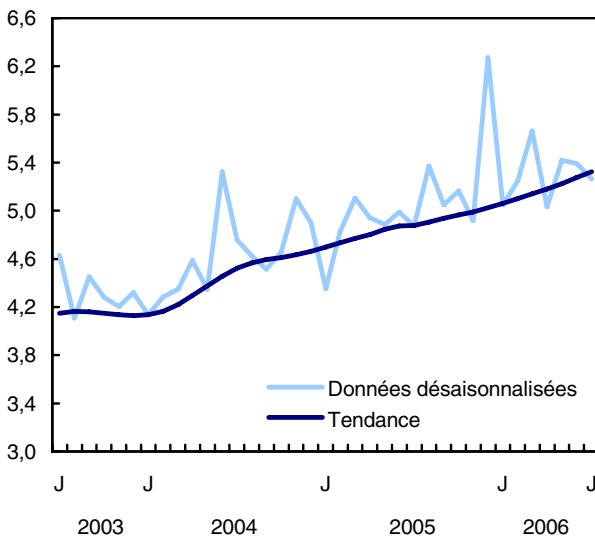
Permis de bâtir

Juillet 2006

En juillet, la valeur des permis de bâtir délivrés par les municipalités a diminué, les intentions de construction de bâtiments industriels ayant perdu du terrain par rapport au niveau très élevé enregistré en juin. Les constructeurs ont pris pour une valeur de 5,3 milliards de dollars de permis, en baisse de 2,3 % par rapport à juin.

La valeur totale des permis a diminué en juillet

En milliards de dollars



La valeur des permis de construction non résidentielle s'est élevée à 1,9 milliard de dollars, en baisse de 12,7 % par rapport à juin. Cette diminution est attribuable uniquement à une diminution de la valeur des permis de construction industrielle. En juin, une hausse marquée des projets industriels en Alberta a porté la valeur des permis de construction non résidentielle à plus de 2,0 milliards de dollars pour une sixième fois seulement.

La valeur des intentions de construction a augmenté dans les composantes commerciale et institutionnelle. En dépit du recul enregistré en juillet, la valeur des permis de construction non résidentielle connaît une tendance à la hausse depuis la fin de 2005.

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'Enquête sur les permis de bâtir vise 2 380 municipalités représentant 95 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les collectivités représentant les autres 5 % de la population sont très petites, et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple, les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

Dans le cadre du présent communiqué, la région métropolitaine de recensement d'Ottawa-Gatineau est divisée en deux régions, soit Ottawa-Gatineau (partie Québec) et Ottawa-Gatineau (partie Ontario).

Dans le secteur résidentiel, la valeur des permis s'est élevée à 3,4 milliards de dollars, en hausse de 4,6 % comparativement à juin, la demande de logements neufs ayant crû tant du côté des logements unifamiliaux que des logements multifamiliaux.

L'atteinte d'un nouveau sommet de la valeur des permis de construction résidentielle en Alberta a fait gonfler la statistique à l'échelle nationale. Si l'Alberta avait été exclue du total, la valeur des permis de construction résidentielle serait demeurée pratiquement la même en juillet.

La valeur des permis de construction résidentielle, quoique légèrement inférieure aux sommets atteints en décembre 2005 et au premier trimestre de 2006, est demeurée considérablement élevée du point de vue historique.

Parmi les régions métropolitaines, ce sont Calgary, Edmonton et Vancouver qui ont montré les plus fortes progressions (en dollars) au cours des sept premiers mois de 2006 comparativement à la même période l'an dernier. La demande considérable de logements neufs dans ces trois centres explique en grande partie ces hausses.

Dans l'ensemble, 22 des 28 régions métropolitaines ont montré une croissance cumulative depuis le début de l'année. Toutes les régions métropolitaines situées à l'ouest de l'Ontario ont affiché un accroissement de 10 % ou plus.

Les permis de construction de logements unifamiliaux et multifamiliaux à l'origine de la hausse dans le secteur résidentiel

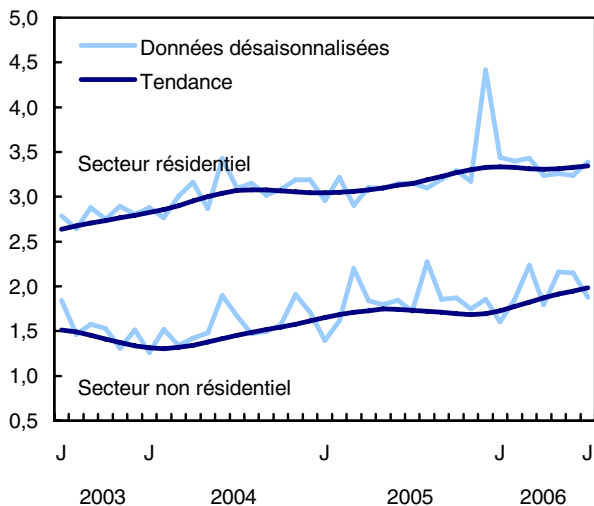
Les constructeurs ont pris pour une valeur de 2,2 milliards de dollars de permis de construction de logements unifamiliaux, en hausse de 2,7 % par rapport à juin. Il s'agit du plus haut niveau enregistré depuis janvier, où la valeur s'était élevée à 2,4 milliards de dollars.

La valeur des permis de construction de logements multifamiliaux a rebondi de 8,5 % et a atteint 1,1 milliard de dollars, ce qui efface le recul de 8,5 % enregistré en juin.

Le secteur de l'habitation est demeuré soutenu par la forte économie de l'Ouest canadien et par le niveau élevé d'emploi et la grande confiance des consommateurs.

Les permis résidentiels et non résidentiels ont suivi une trajectoire opposée

En milliards de dollars



La valeur des permis de construction résidentielle en Alberta s'est élevée à 753 millions de dollars en juillet et a surpassé le sommet précédent de 744 millions de dollars atteint en février dernier. Cette hausse provient d'augmentations dans les composantes des logements unifamiliaux et multifamiliaux. Cela a aussi été le cas au Québec et en Ontario, où des hausses importantes ont également été enregistrées en juillet.

Par contre, la plus forte baisse (en dollars) a été enregistrée en Colombie-Britannique (-9,6 %, une valeur totale de 579 millions de dollars), ce qui représente une troisième diminution au cours des quatre derniers mois. Un important fléchissement a également été observé en

Nouvelle-Écosse (-33,1 %), où la valeur des permis de construction résidentielle a atteint son plus bas niveau observé depuis janvier 2005.

Depuis le début de l'année, les municipalités ont autorisé la construction de 134 840 nouveaux logements, ce qui constitue une légère progression de 0,4 % par rapport à la période de janvier à juillet 2005.

Parmi les constructions approuvées, 52,3 % étaient des logements unifamiliaux, soit un pourcentage légèrement plus élevé que celui de 50,9 % enregistré pendant toute l'année 2005.

Deuxième baisse mensuelle consécutive dans le secteur non résidentiel

Une importante diminution en ce qui a trait aux projets industriels proposés a fait en sorte que le secteur non résidentiel a enregistré un deuxième repli mensuel consécutif. Toutefois, le niveau de 1,9 milliard de dollars inscrit en juillet était supérieur de 2,4 % à la moyenne mensuelle de l'année dernière.

Après avoir connu l'augmentation spectaculaire inscrite en juin, la valeur des permis de construction de bâtiments industriels a atteint 337 millions de dollars en juillet, en baisse de 48,7 % par rapport à juin.

Ce déclin survient à la suite d'un niveau élevé des intentions de construction en juin du côté des projets des catégories de la fabrication et des services publics en Alberta. Toutes les provinces ont affiché une baisse, sauf le Manitoba et Terre-Neuve-et-Labrador.

En dépit de cette diminution, la tendance de la valeur des permis de construction industrielle progresse depuis janvier 2006.

Après avoir connu un recul de 24,6 % en juin, la valeur des permis dans le secteur institutionnel a crû de 8,2 % et s'est établie à 454 millions de dollars. La hausse des intentions de construction dans les catégories des immeubles à vocation médicale et des établissements d'enseignement a contribué à cette augmentation.

Depuis octobre 2005, la tendance de la valeur des permis de construction institutionnelle régresse. La Saskatchewan a montré la plus forte hausse dans cette composante, la valeur ayant atteint 57 millions de dollars, ce qui constitue son plus haut niveau observé depuis août 1989. Par contre, l'Ontario a enregistré la plus forte baisse (-33,5 %, une valeur totale de 130 millions de dollars). Il s'agit de son plus faible niveau observé depuis juillet 2000.

Dans la composante commerciale, la valeur des permis a crû de 1,2 % à la suite d'une baisse de 12,1 % enregistrée en juin. Cette augmentation s'explique principalement par une hausse des intentions de construction de bâtiments de la catégorie du commerce et des services et de projets d'entrepôts.

La tendance de la valeur des permis de construction commerciale progresse depuis octobre 2005.

Plusieurs indicateurs économiques expliquent la tendance à la hausse observée dans le secteur non résidentiel. Au deuxième trimestre, les bénéfices d'exploitation des sociétés sont arrivés juste en-dessous du sommet historique déclaré au quatrième trimestre de 2005.

De plus, les ventes au détail ont continué de croître rapidement, et les taux d'inoccupation des immeubles commerciaux et des immeubles à bureaux ont fléchi dans plusieurs centres.

Parmi les provinces, c'est l'Alberta qui a enregistré la plus forte diminution dans le secteur non résidentiel, la valeur étant passée de 610 millions de dollars à 356 millions de dollars. Toutefois, ce niveau est demeuré supérieur de 3,1 % à la moyenne mensuelle de l'an dernier.

Parmi les 28 régions métropolitaines de recensement, 16 ont inscrit une diminution mensuelle de la valeur des permis de construction non résidentielle. La plus forte baisse (en dollars) a été enregistrée à Calgary, et la plus forte hausse, à Winnipeg.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 026-0001 à 026-0008, 026-0010 et 026-0015.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2802.

Le numéro de juillet 2006 de *Permis de bâtir* (64-001-XIF, gratuit) paraîtra bientôt.

Le communiqué sur les permis de bâtir d'août sera diffusé le 5 octobre.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec Brad Sernoskie au 613-951-4646 ou composez sans frais le 1-800-579-8533 (bdp_information@statcan.ca). Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Étienne Saint-Pierre au 613-951-2025, Division de l'investissement et du stock de capital.

□

Valeur des permis de bâtir, selon la région métropolitaine de recensement¹

	Juin 2006 ^r	Juillet 2006 ^p	Juin à juillet 2006	Janvier à juillet 2005	Janvier à juillet 2006	Janvier-juillet 2005 à janvier-juillet 2006
Données désaisonnalisées						
	en millions de dollars		var. en %	en millions de dollars		var. en %
St. John's	25,7	28,5	11,0	204,3	208,0	1,8
Halifax	70,9	43,9	-38,1	341,1	376,0	10,2
Saint John	10,4	14,1	35,9	86,3	96,8	12,2
Saguenay	27,3	14,8	-45,6	93,5	107,8	15,2
Québec	91,5	82,0	-10,5	702,2	673,6	-4,1
Sherbrooke	14,5	14,4	-1,2	150,8	171,1	13,4
Trois-Rivières	15,3	22,4	46,6	92,5	132,9	43,7
Montréal	489,1	499,6	2,1	3 413,3	3 433,7	0,6
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	165,1	167,7	1,6	1 234,6	1 281,8	3,8
Ottawa-Gatineau (partie Québec)	37,5	56,6	50,9	240,2	288,3	20,0
Ottawa-Gatineau (partie Ontario)	127,6	111,1	-12,9	994,5	993,5	-0,1
Kingston	45,6	16,5	-63,8	119,3	161,0	34,9
Oshawa	102,5	81,7	-20,3	491,2	545,9	11,1
Toronto	720,2	884,2	22,8	6 182,6	6 058,1	-2,0
Hamilton	60,3	63,5	5,3	619,9	486,0	-21,6
St. Catharines-Niagara	42,9	42,6	-0,8	311,1	290,9	-6,5
Kitchener	90,8	47,4	-47,8	577,0	591,3	2,5
London	83,3	54,6	-34,5	491,3	545,4	11,0
Windsor	33,5	16,1	-51,9	255,4	313,3	22,6
Greater Sudbury / Grand Sudbury	15,9	14,6	-8,2	109,6	109,7	0,0
Thunder Bay	9,0	6,0	-33,3	80,2	45,0	-43,9
Winnipeg	62,4	108,7	74,3	396,4	530,4	33,8
Regina	29,0	42,5	46,4	150,6	197,4	31,1
Saskatoon	37,2	40,3	8,3	211,1	265,6	25,8
Calgary	393,9	460,2	16,8	2 210,5	2 873,4	30,0
Edmonton	276,8	242,8	-12,3	1 539,9	1 832,9	19,0
Abbotsford	16,7	8,4	-49,8	193,6	235,2	21,5
Vancouver	601,2	437,8	-27,2	3 092,1	3 438,5	11,2
Victoria	53,2	108,4	104,0	399,5	462,6	15,8

^r données révisées

^p données provisoires

1. Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des régions métropolitaines de recensement.

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Valeur des permis de bâtir, selon la province et le territoire

	Juin 2006 ^r	Juillet 2006 ^p	Jun à juillet 2006	Janvier à juillet 2005	Janvier à juillet 2006	Janvier-juillet 2005 à janvier-juillet 2006
Données désaisonnalisées						
	en millions de dollars		var. en %	en millions de dollars		var. en %
Canada	5 390,9	5 265,7	-2,3	33 981,6	37 069,9	9,1
Résidentiel	3 239,6	3 388,1	4,6	21 574,9	23 389,8	8,4
Non résidentiel	2 151,3	1 877,7	-12,7	12 406,6	13 680,1	10,3
Terre-Neuve-et-Labrador	37,2	42,9	15,1	293,6	295,0	0,5
Résidentiel	25,8	30,5	18,1	184,7	202,6	9,7
Non résidentiel	11,5	12,4	8,4	108,9	92,4	-15,2
Île-du-Prince-Édouard	20,1	18,6	-7,1	128,5	123,6	-3,8
Résidentiel	13,0	9,4	-27,6	74,0	75,6	2,2
Non résidentiel	7,0	9,2	31,0	54,5	48,0	-12,0
Nouvelle-Écosse	122,2	86,9	-28,9	654,5	740,4	13,1
Résidentiel	68,7	46,0	-33,1	443,6	504,2	13,7
Non résidentiel	53,5	40,9	-23,6	210,9	236,2	12,0
Nouveau-Brunswick	84,9	75,3	-11,3	437,9	532,1	21,5
Résidentiel	41,0	39,0	-4,9	275,4	308,1	11,9
Non résidentiel	43,9	36,3	-17,3	162,5	224,0	37,9
Québec	947,0	992,6	4,8	6 547,9	6 707,4	2,4
Résidentiel	619,1	662,2	7,0	4 604,2	4 413,6	-4,1
Non résidentiel	327,9	330,4	0,8	1 943,7	2 293,8	18,0
Ontario	1 818,6	1 755,5	-3,5	13 452,3	13 275,1	-1,3
Résidentiel	1 097,5	1 162,8	5,9	8 350,4	8 215,8	-1,6
Non résidentiel	721,1	592,7	-17,8	5 102,0	5 059,3	-0,8
Manitoba	103,5	150,6	45,5	638,7	819,1	28,2
Résidentiel	70,7	70,1	-0,8	360,9	483,7	34,0
Non résidentiel	32,8	80,4	145,6	277,8	335,4	20,7
Saskatchewan	89,1	135,3	51,9	483,4	655,6	35,6
Résidentiel	38,3	31,9	-16,9	221,8	253,9	14,5
Non résidentiel	50,7	103,4	103,8	261,6	401,7	53,6
Alberta	1 216,3	1 108,7	-8,8	5 619,8	7 441,1	32,4
Résidentiel	606,2	753,0	24,2	3 328,7	4 670,6	40,3
Non résidentiel	610,0	355,7	-41,7	2 291,1	2 770,5	20,9
Colombie-Britannique	924,4	894,3	-3,3	5 630,6	6 377,0	13,3
Résidentiel	640,5	579,2	-9,6	3 682,2	4 212,4	14,4
Non résidentiel	283,9	315,1	11,0	1 948,4	2 164,5	11,1
Yukon	6,4	2,0	-68,6	35,0	61,1	74,8
Résidentiel	3,5	1,5	-56,3	25,8	23,4	-9,3
Non résidentiel	2,8	0,4	-84,1	9,2	37,7	311,7
Territoires du Nord-Ouest	8,1	2,4	-70,8	57,0	16,5	-71,0
Résidentiel	4,1	1,7	-58,4	21,5	9,8	-54,4
Non résidentiel	4,0	0,7	-83,5	35,5	6,7	-81,0
Nunavut	13,2	0,8	-94,2	2,3	25,8	1 002,7
Résidentiel	10,9	0,7	-93,7	1,8	15,9	782,2
Non résidentiel	2,2	0,1	-96,6	0,5	9,9	1 737,2

^r données révisées

^p données provisoires

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.



Dépenses de l'administration fédérale au chapitre des activités scientifiques et technologiques

2006-2007 (perspectives)

Les dépenses de l'administration fédérale pour les activités scientifiques et technologiques devraient dépasser les 9 milliards de dollars pour l'année financière 2006-2007, la majorité de cette somme sera consacrée à la recherche et au développement.

Une enquête portant sur les activités scientifiques et technologiques de l'administration fédérale montre des dépenses perspectives totales de 9,2 milliards de dollars. Cela représenterait 4,6 % des dépenses totales de l'administration fédérale, comparativement à 4,9 % en 2001-2002.

Par rapport à 2005-2006, les dépenses totales de l'administration fédérale en science et technologie diminueront légèrement cette année. Les dépenses fédérales en recherche et développement atteindront 5,7 milliards de dollars ou 62 % de l'ensemble des dépenses en science et technologie. Les fonds alloués aux activités scientifiques connexes, telles que la collecte de données scientifiques et générales, s'élèveront à 3,5 milliards de dollars en 2006-2007.

Les 5,7 milliards de dollars anticipés en investissements de recherche et développement comprendront 2,1 milliards de dollars pour l'exécution intra-muros, laquelle comporte des activités menées principalement par des employés du gouvernement fédéral, et le financement extra-muros, qui comporte des activités gérées et exécutées par des organismes non fédéraux.

Le financement de la recherche et du développement du secteur de l'enseignement supérieur par l'administration fédérale devrait atteindre 2,5 milliards de dollars.

Un peu plus des trois quarts (78 %) ou 2,7 milliards de dollars des dépenses totales de l'administration fédérale pour les activités scientifiques connexes devraient porter sur des activités réalisées par l'administration fédérale elle-même. Ces dépenses fédérales intra-muros seront réparties presque également entre des activités en sciences naturelles et en génie et des activités en sciences sociales.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 4212.

Le bulletin de service *Statistique des sciences*, vol. 30, n° 6 (88-001-XIF, gratuit) est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Lloyd Lizotte

au 613-951-2188 (lloyd.lizotte@statcan.ca) ou avec Louise Earl au 613-951-2880 (louise.earl@statcan.ca), Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique. ■

Transporteurs routiers de marchandises pour compte d'autrui, principaux transporteurs

Deuxième trimestre de 2006

Au deuxième trimestre, les 91 principaux transporteurs routiers pour compte d'autrui (les transporteurs domiciliés au Canada dont les recettes d'exploitation annuelles sont d'au moins 25 millions de dollars) ont déclaré des recettes d'exploitation de 2,4 milliards de dollars et des dépenses d'exploitation de 2,2 milliards de dollars.

Les recettes (26,3 millions de dollars) et les dépenses (24,6 millions de dollars) moyennes par transporteur ont augmenté de 5,7 % comparativement au deuxième trimestre de 2005.

Le ratio d'exploitation (les dépenses d'exploitation divisées par les recettes d'exploitation) des principaux transporteurs pour compte d'autrui s'est fixé à 0,94, ce qui représente le même ratio que celui affiché au deuxième trimestre de 2005. Un ratio supérieur à 1,00 représente une perte d'exploitation.

Les données du deuxième trimestre de 2006 sur les principaux transporteurs pour compte d'autrui, tirées de l'Enquête trimestrielle sur les transporteurs routiers de marchandises, présentent les résultats pour 64 transporteurs routiers de marchandises générales et pour 27 transporteurs routiers de marchandises spécialisées.

Nota : Les lecteurs devraient noter qu'à quelques exceptions près, les ajouts et les suppressions de principaux transporteurs ne sont effectués que pour le premier trimestre de chaque année civile, tandis que la structure d'un transporteur principal peut changer à n'importe quel moment à la suite d'acquisitions ou de cessions.

Les variations d'une année à l'autre des recettes et des dépenses peuvent provenir de changements du mélange d'entreprises faisant partie des principaux transporteurs ou de changements des résultats financiers indiqués par les transporteurs individuels.

Les recettes et les dépenses attribuées aux principaux transporteurs peuvent également comprendre celles de certaines entreprises ayant moins de 25 millions de dollars de recettes annuelles, particulièrement lorsque ces entreprises existent dans des formes juridiques complexes dans lesquelles les activités individuelles peuvent être difficiles à mesurer exactement.

**Définitions, sources de données et méthodes :
numéro d'enquête 2748.**

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec le Service à la clientèle en composant sans frais le 1-866-500-8400

(statistiquesdutransport@statcan.ca), Division des transports. Télécopieur : 613-951-0009.

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Denis Pilon au 613-951-2707 (denis.pilon@statcan.ca), Division des transports. Télécopieur : 613-951-0579. ■

Nouveaux produits

Statistique des sciences, vol. 30, n^o 6
Numéro au catalogue : 88-001-XIF
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM et -XBB ou XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1 800 267-6677**

Pour les autres pays, composez le : **1 613 951-2800**

Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le : **1 877 287-4369**

Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le : **1 877 591-6963**

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 6 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

catalogue 11-001-XIF (11-010-1501/0304/03)

Le Quotidien
Statistique Canada

Le jeudi 5 juin 1997
Pour une édition à 9 h-30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
Malgré la chute accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recouru en 1996. Les Canadiens ont effectué un moyennement de déplacements en transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
À l'instar de la croissance de l'industrie et des emplois, le niveau de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est amélioré encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- **Indice de lutte d'emploi, mai 1997** 10
- **Énergie sur les anticipations à court terme** 11
- **Aider en termes personnels, semaine se terminant le 31 mai 1997** 11
- **Productivité, avril 1997** 11

NOUVELLES PARUTIONS 12

Statistique Canada - Statistic Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.